©Force Ouvrière/octobre 2026

FO

DÉPENSE PUBLIQUE ARRÊTONS LES CLICHÉS !

CE QU'ELLE FINANCE, QUI EN BÉNÉFICIE ET POURQUOI ELLE EST INDISPENSABLE ?



LA DÉPENSE PUBLIQUE, C'EST QUOI ?

La dépense publique, ce n'est pas seulement le salaire des fonctionnaires. C'est l'ensemble des dépenses des administrations publiques : l'État, les collectivités territoriales et la Sécurité sociale.

Elle finance notamment les retraites et prestations sociales, la santé, l'école, la sécurité, la justice, les services publics locaux, les investissements publics, mais aussi différentes aides et interventions économiques.

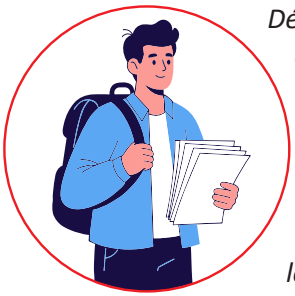
Autrement dit, derrière le chiffre de la dépense publique, il y a d'abord des droits, des services et des mécanismes de solidarité dont bénéficie la population.

Alors, quand on affirme que la France dépense trop parce qu'elle aurait trop de fonctionnaires, regardons ce que disent réellement les chiffres.

DOSSIER

DÉPENSE PUBLIQUE

DERRIÈRE LES CHIFFRES, UN CHOIX DE SOCIÉTÉ



Déficit, dette, économies budgétaires : à force de répéter que la France « dépense trop », on finit par oublier une question essentielle « que finance réellement cette dépense pblique ? »

Ce dossier remet les chiffres en perspective, mesure le poids réel des rémunérations publiques et montre ce que coûte, concrètement, le recul des services rendus à la population.

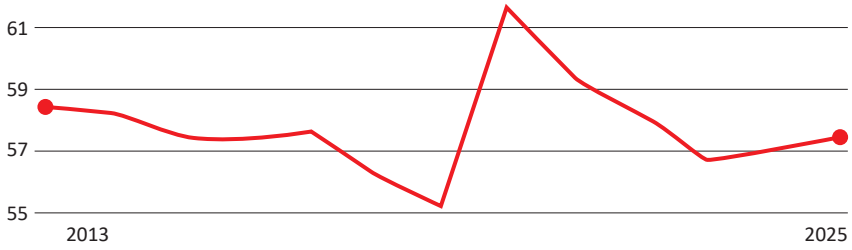
« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.»

Jean Jaurès, Discours à la jeunesse, 1903

58,6 % → **57,3 %**

PART DE LA DÉPENSE PUBLIQUE DANS LE PIB ENTRE 2013 ET 2025

La part est légèrement inférieure à son niveau de 2013. Le pic de 2020 correspond à la crise sanitaire.



01
Que finance réellement la dépense publique ?

02
Quel est le poids réel des rémunérations ?

03
Que coûte la dégradation des services ?

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020. Données 2025 provisoires.

DERRIÈRE LE CHIFFRE

LE VRAI COÛT
DES RÉMUNÉRATIONS PUBLIQUES



Les rémunérations des agents publics sont régulièrement présentées comme l'une des principales causes de la dépense publique.

Les comptes officiels montrent pourtant qu'elles ne représentent qu'un peu plus d'un cinquième du total.

370 Md€
RÉMUNÉRATIONS EN 2025

21,6 %
DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

+1, 9 %
ÉVOLUTION EN 2025

Ce que comprennent les 370 milliards :

- **salaires et traitements bruts** : rémunération indiciaire, primes et éléments assimilés ;
- **cotisations employeurs** : cotisations sociales effectives et certaines cotisations imputées ;
- **tous les salariés publics** : fonctionnaires titulaires et contractuels des administrations publiques.

Près de quatre euros sur cinq financent autre chose que les rémunérations

21,6 %	78,4 % autres dépenses

Point d'indice : un décrochage qui s'accumule

10 ANS : -11 %
de valeur réelle

20 ANS : -21 %
de valeur réelle

La valeur du point a progressé d'environ 6,6 % en dix ans, tandis que les prix ont augmenté d'environ 20,3 %. Sur vingt ans, le point n'a augmenté que de 9,4 %, contre près de 38,5 % pour les prix.

FO REVENDIQUE IMMÉDIATEMENT + 10 % SUR LA VALEUR DU POINT D'INDICE

+1 % = 2,4 milliards d'euros par an / 0,14 % de la dépense publique

Le coût d'une revalorisation doit être mis en regard de l'ensemble de la dépense publique.

CE QUE FINANCE LA COLLECTIVITÉ

LE SERVICE PUBLIC
A UN COÛT ET UNE VALEUR



Le service public n'est pas gratuit : il est financé collectivement. Cette mutualisation évite que chacun ait à payer seul, au moment où il en a besoin, le prix complet de services essentiels.

MOINS DE DÉPENSE PUBLIQUE NE SIGNIFIE PAS MOINS DE DÉPENSES

Quand l'économie budgétaire devient une dépense pour l'usager



Une classe supprimée peut alourdir les effectifs et réduire le temps consacré à chaque élève.

ÉCOLE



Urgences sous tension, lits fermés ou postes vacants : les délais s'allongent et les équipes s'épuisent.

HÔPITAL

Fermeture d'une trésorerie ou d'un guichet : davantage de kilomètres, de temps et de démarches.



PROXIMITÉ

Urgences sous tension, lits fermés ou postes vacants : les délais s'allongent et les équipes s"épuisent.



NUMÉRIQUE

2 652 € — **SALAIRE NET MENSUEL MOYEN**

dans l'ensemble de la fonction publique en 2023.

En euros constants 2023, il était de 2 653 euros en 2011 : douze ans plus tard, le salaire moyen réel est pratiquement au même niveau.

2 061 € — **SALAIRE MÉDIAN**

➥ 50 % des agents gagnent moins de2061 euros.

L'agent et l'usager ne sont pas opposés : quand les effectifs deviennent insuffisants, l'un travaille dans de moins bonnes conditions et l'autre attend plus longtemps.

Sources : DEPP, dépense d'éducation 2024 ; DGAFP, Rapport annuel 2025. Situations-types.

AU-DELÀ DE L'ÉCONOMIE IMMÉDIATE

CE QUE COÛTE LA DÉGRADATION DES SERVICES PUBLICS



Une suppression de poste peut produire une économie budgétaire à court terme.

Mais elle peut aussi engendrer des délais plus longs, des erreurs, des renoncements aux droits, une prise en charge trop tardive des patients, l'épuisement des équipes ou le recours à des prestataires privés plus coûteux.

LE DÉFICIT N'EST PAS SEULEMENT UNE AFFAIRE DE DÉPENSES

Il est aussi le résultat de choix en matière de recettes. Réduire le débat aux seules dépenses publiques revient à n'en regarder qu'une moitié et à faire porter l'effort toujours du même côté.

OÙ SONT PASSÉES LES RECETTES ?

Exonérations, niches fiscales, baisses d'impôts et efficacité du recouvrement doivent être mises sur la table. Avant de demander de nouveaux sacrifices aux services publics et à leurs agents, il faut poser toute la question : où va l'argent public, mais aussi quelles recettes avons-nous choisi de ne plus percevoir ?

Économiser aujourd'hui pour payer davantage demain

- **Postes vacants :**
  perte de compétences, rotation des contractuels, épuisement des équipes.
- **Services éloignés :**
  des droits deviennent plus difficiles d'accès, notamment dans les territoires ruraux et populaires.
- **Renoncements** :
  soins retardés, démarches abandonnées, déplacements supplémentaires : le coût est déplacé vers les ménages.

Pour Force Ouvrière

Défendre la fonction publique,
ce n'est pas défendre une dépense :
c'est défendre des droits, des missions,
des personnels et l'égalité d'accès :

des effectifs à la hauteur des missions

•

des carrières attractives et reconnues

•

la revalorisation du point d'indice ;

•

des services accessibles partout.

FO
FORCE OUVRIÈRE
SECTEUR DE L'ÉCONOMIE, DU SERVICE PUBLIC
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
141 avenue du Maine, 75014 Paris
Tél. : 06 16 90 15 27 – rbarrion@force-ouvriere.fr

www.force-ouvriere.fr